

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 5 juin 2017

Humour présidentiel ? Tout un programme à combattre !

Jeudi dernier, lors d'une visite officielle en Bretagne, Macron a cru bon de plaisanter sur les kwassa-kwassa, ces embarcations traditionnelles à Mayotte : « le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du Comorien »... à l'heure où des milliers de réfugiés se noient en mer en essayant de rallier Mayotte ou les côtes de l'Europe sur des embarcations de fortune. À l'issue du second tour de la Présidentielle, nous avons donc écopé de Macron pour cinq ans, mais le mépris et le racisme de ses propos n'ont rien à envier à la candidate du Front National... Qu'on ne s'y trompe pas : nous les salariés, et l'ensemble des classes populaires, sommes tous visés par son mépris, et les attaques qu'il prépare d'ores et déjà pour l'été.

Le mot d'ordre du gouvernement :

« À l'attaque ! »

Le gouvernement se prépare à mener tambour battant une offensive à coup d'ordonnances devant être ratifiées dès septembre.

La loi El Khomry prévoit de prioriser les accords d'entreprise par rapport aux accords de branche et au Code du travail concernant la durée du travail. Il s'agit maintenant d'élargir ce fonctionnement privi- légiant l'accord d'entreprise à tous les domaines.

En ligne de mire, les salaires et la majoration des heures supplémentaires, qui, en cas d'accord local, pourraient être inférieurs à ceux prévus dans l'accord de branche. Macron veut également s'en prendre aux retraites, avec une uniformisation par le bas et réintroduire certaines dispositions supprimées de la loi Travail, comme le plafonnement des indemnités pour licenciement abusif. Il propose encore qu'un patron puisse organiser un référendum dans l'entreprise pour faire passer un accord qui n'aurait la signature que de syndicats minoritaires – alors que la loi Travail limitait l'initiative du référendum aux syndicats. Enfin, il a déjà annoncé une augmentation de la CSG de 1,7 point pour compenser une suppression des cotisations chômage et maladie : une TVA sociale nouvelle mou- ture qui pèserait en particulier sur les retraités.

Préparer la riposte contre ce gouvernement des patrons

Pour riposter, il ne faudra pas compter sur l'initiative des directions syndicales : Macron s'y entend pour les amadouer. Après avoir défilé dans le bureau de Macron, elles ont remis ça le 29 mai avec Edouard Philippe. Une simple invitation, et les voilà qui applaudissent au dialogue social, sans que le nouveau gouvernement n'ait pris aucun engagement... à part d'attaquer au plus vite les salariés !

C'est sur nos propres forces qu'il faudra compter. Face à toutes les suppressions d'emplois annoncées ici et là, il faut regrouper nos forces. Les salariés du sous-traitant automobile GM&S avaient fait parler d'eux en menaçant de faire sauter leur usine. Contrairement aux annonces du gouvernement, ils ne sont toujours pas sortis d'affaire et veulent reprendre l'initiative s'ils n'ont pas d'offre de reprise qu'ils jugent convenable. GM&S, Ford, Tati, Mim, Vivarte, Whirlpool et bien d'autres : ce sont toutes ces colères qu'il faudrait fédérer. La semaine dernière, d'autres travailleurs ont montré leur force... ainsi que leurs conditions de travail catastrophiques : les conducteurs de camions transportant des matières dangereuses se sont mis en grève pour réclamer une «durée journalière de travail maximale de 10 heures» (contre 12 aujourd'hui), une «période de repos hebdomadaire de 45 heures», un «taux horaire minimal de 14 euros» (contre 9,79), un «suivi médical semestriel spécifique»... Autant de revendications qui ne représentent qu'un strict minimum pour leur santé et la sécurité.

Face à cette situation, c'est d'une véritable explosion sociale dont le pays a besoin. Dans les élections législatives, c'est cette perspective que porteront les candidats révolutionnaires : Pour faire entendre le programme de Philippe Poutou, les candidats du Nouveau parti anticapitaliste seront présents dans un certain nombre de circonscriptions, et le NPA appelle à voter pour les candidats de Lutte ouvrière dans les autres circonscriptions. En portant nos voix sur leurs candidatures, nous affirmerons au patronat que nous sommes prêts à relever la tête et à repousser les offensives à venir.

Sur La Garenne-Colombes (92), Stéphane Gaultier, salarié de PSA La Garenne se présente pour défendre un programme de lutte pour l'ensemble des travailleurs et dénoncer la fermeture du site de La Garenne.

H+ = colère en plus

Presque tous les samedis jusqu'aux vacances sont travaillés (1 sur 3 sera seulement payés), et le 14 juillet férié. Il faut exiger que les H+ soient au volontariat et soient toutes payées.

Pour l'obtenir il n'y pas 36 solutions, il faut attaquer PSA là où ça fait mal : au portefeuille. C'est maintenant que PSA a besoin plus que jamais d'ouvriers pour produire des voitures : profitons de la situation pour arrêter la production en débrayant et revendiquant. Si nous, les ouvriers, nous nous organisions nous pourrions prendre PSA à la gorge.

Un management irresponsable

Jeudi dernier un chauffeur PSA du secteur EVN a été percuté vers 6h par une DS3 cabriolet mal placée dans une file sur le parc d'embarquement fer. Les pompiers PSA ne sont jamais arrivés et les pompiers extérieurs, 20 minutes après l'accident.

L'organisation du travail, les pressions de la hiérarchie et le manque moyens pour la sécurité du déplacement tant du personnel que des véhicules sont en cause. Il n'y a pas de RU au démarrage à 5h30, les ouvriers sont livrés à eux-mêmes.

Exigeons notre dû, pas la charité

On a atteint des pics de chaleur cette semaine, y compris en nuit. Les ventilations et trappes ne fonctionnent pas. Même ceux qui ne font pas le Ramadan sont épuisés et la direction en nuit ne fournit pas d'eau. Depuis le début du Ramadan, elle grappille les 3 minutes de pause en plus habituellement accordées. La pause est toujours étendue de 4h30 à 4h33, mais la chaîne démarre à 22h11 au lieu de 22h14.

Une vraie pause ce n'est pourtant ni religieux ni de sorcier.

Bonjour l'animal !

Le nouveau directeur de l'usine a fait supprimer l'abri fumeur à l'entrée de la direction du B2, il a affirmé : « *Je licencierai le premier qui fumera à cet endroit !* ». Il a aussi annoncé que ceux qui n'ont pas de véhicule de marque PSA ne pourront plus pénétrer dans l'usine. L'interdiction vaut-elle pour Opel ?

Une première étape vers l'interdiction des véhicules non PSA sur le parking général ? Comme c'est déjà le cas à PSA La Garenne...

Nous on est à l'embauche près

Montage, B2, équipe C, la situation ne s'améliore pas, tous les jours, on en est à -6, -10, ... véhicules. Cette fois ce serait l'Habillage Caisse, nous dit-on, qui n'arriverait pas à fournir. Dans la nuit de jeudi à vendredi, il y a eu 2 à 3 arrêts de 10 à 15 minutes. La direction qui est au véhicule près, a fait reprendre certains cinq minutes avant la fin.

Les problèmes techniques s'accumulent depuis des semaines. Tous les chefs sont en poste, même les RU,

certains moniteurs y restent toute la nuit. Il faut attendre 5 à 10 minutes pour pouvoir aller pisser. Tout ça pour 13€ d'augmentation en 4 ans. S'il n'y pas d'embauches, il n'y a aucune raison que ça change.

Magouilles à toutes les étapes

Au Montage B2, le dispositif informatique SP3 enregistre tous les passages de véhicules à la seconde près. Dans certains coins, la hiérarchie fait replier l'étiquette d'enregistrement pour que la machine ne comptabilise pas le défaut et passe le véhicule en « bon direct ». Celui-ci reste au Montage, passe en Retouche et est commercialisé parfois deux heures plus tard... comme « bon direct » !

Une telle méthode ne s'invente pas : la direction en a donné l'ordre ou au moins l'aval. Les chiffres de « bons directs » sont déjà catastrophiques avec ce genre de magouilles, qu'est-ce que ce serait sans ?

Revue de casernement

Jeudi dernier Tavares est venu sur le site de Poissy. On ne pourra pas dire qu'il est venu pour rien. En effet, la veille ça briquait et balayait de partout (sauf les vestiaires). Ce n'était pas du luxe, tout était pourri.

La direction est allée jusqu'à faire enfumer le Bout d'usine (B2), en ne stockant plus les véhicules à retoucher au Point 4... De peur que Tavares demande les chiffres du « bon direct » des 7 dernières heures ?

Si on les laisse faire, il va rester quoi ?

Les chefs de la Peinture étaient au garde à vous pour présenter à Tavares leurs projets de compactage du bâtiment : en 2018 fermeture de la ligne C, de l'école de formation et du laboratoire, de bureaux, des salles de pauses Cordons et Laques, du vestiaire des Fonds, en 2020 suppression de l'étuve PVC et de convoyeurs... Est ce qu'ils ont abordé la question de la suppression des chefs ?

Un vent de révolte souffle sur les usines PSA ?

À l'usine de PSA Sochaux, jeudi dernier 230 salariés ont débrayé pour protester contre les H+ obligatoires et gratuites, contre leurs nouveaux horaires rallongés et pauses réduites. Quelques jours auparavant il y avait des débrayages à Rennes (100, puis 150 salariés grévistes) et Sevelnord. L'idée que ça ne peut plus durer comme ça fait son chemin.

Face à notre colère, la direction peut reculer

À l'usine de PSA Metz-Borny, la direction avait décidé de faire travailler le lundi de la pentecôte payé comme un jour normal. Rien qu'en commençant à s'organiser pour faire grève, les salariés ont fait reculer PSA qui a dû s'engager à leur payer le lundi férié avec une majoration et des samedis obligatoires en juillet. Elle a même annulé la séance de travail du samedi 3 juin pour un secteur où 80 % des salariés avaient déclaré qu'ils seraient grévistes.